

Conseil des Etats : l'enjeu du 2^e tour

La Chambre des cantons a longtemps été taxée de conservatrice, et les forces de progrès ont mis longtemps à s'y forger une place. Si le Conseil national, avec ses deux cents membres attachés à leur parti respectif est une grosse machine dans laquelle les lobby se font largement sentir, le Conseil des Etats et ses quarante-six sénateurs est un petit cénacle dans lequel les discussions interpersonnelles permettent plus facilement de dépasser les clivages partisans. C'est ainsi que les neuf sénateurs socialistes de la législature qui s'achèvent ont pu, dans plusieurs dossiers, infléchir les décisions ; l'exemple le plus frappant est celui de l'harmonisation des allocations familiales : ce projet, qui avait passé le cap du Conseil national après diverses péripéties, a failli être enterré par le Conseil des Etats, il s'en est fallu d'une voix ! Vous connaissez la suite, les forces conservatrices ont lancé le référendum, et la population a plébiscité cette loi qui enfin marque une petite avancée dans la politique familiale de ce pays.

Les défis de la prochaine législature sont d'importance : consolidation et renforcement de l'AVS, financement de l'AI, politique familiale : primes d'assurance des enfants,